SR Audit

commissariat aux comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes

Exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2019

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BOULANGERIE

34, quai de la Loire
75019 PARIS

SR Conseil Groupe

SR AUDIT | 82 rue de la petite eau | 73290 La Motte-Servolex
Tél. 04 79 25 19 18 | Email : lamotteservolex@srconseil.fr
Siège social : 82 rue de la petite eau | 73290 La Motte-Servolex | S.A.S. au capital de 50 000€ | RCS Chambéry B 409 987 252

Membre de l'alliance eurus

FEB
34, quai de la Loire
75019 PARIS

SR Audit

commissariat aux comptes

A l'assemblée générale des membres de la FEB,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les membres, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FEB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Motte-Servolex, le 16 septembre 2020

Le commissaire aux comptes
SR AUDIT

Jean-Pierre VUILLERMET

Bilan Actif

BILAN ACTIF	Du 01/01/2019 au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	22 560	19 552	3 008	7 520
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations en cours				
Avances				
Immobilisations corporelles				
Terrains	146 254		146 254	146 254
Constructions	1 200 585	596 293	604 292	681 530
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres	94 467	90 721	3 746	15 037
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (1)				
Participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	32 000		32 000	32 000
Prêts				
Autres				
TOTAL I	**1 495 866**	**706 566**	**789 299**	**882 341**
Comptes de liaison				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				626
Créances (2)				
Usagers et comptes rattachés	75 080		75 080	38 997
Autres	88 512		88 512	86 542
Valeurs mobilières de placement	15		15	15
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	801 249		801 249	726 922
Charges constatées d'avance (2)	62 843		62 843	5 736
TOTAL III	**1 027 699**		**1 027 699**	**858 838**
Frais d'émission d'emprunts à étaler **IV**				
Primes de remboursement des emprunts **V**				
Ecarts de conversion actif **VI**				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	**2 523 565**	**706 566**	**1 816 999**	**1 741 179**

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

Engagements reçus :	- Legs nets à réaliser :	- Acceptés par les organes statutairement compétents
		- Autorisés par l'organisme de tutelle
	- Dons en nature restant à vendre	
	- Avals, cautions et garanties reçus	
	- Créances escomptées non échues	
	- Pour utilisation en crédit-bail mobilier	
	- Pour utilisation en crédit-bail immobilier	
	- Autres	

le commissaire aux comptes

Bilan Passif

BILAN PASSIF		Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
FONDS PROPRES			
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Ecarts de réévaluation			
Réserves		1 661 418	1 600 986
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		**12 597**	**60 431**
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds associatifs avec droit de reprise :	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Droit des propriétaires commodat			
TOTAL I		**1 674 015**	**1 661 418**
Comptes de liaison			
TOTAL II			
PROVISIONS ET FONDS DEDIES			
Provisions pour :	- Risques		
	- Charges		
Fonds dédiés sur :	- Subventions de fonctionnement		
	- Autres ressources		
TOTAL III			
EMPRUNTS ET DETTES (1)			
Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes :	- Auprès des établissements de crédit (2)	18	
	- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes :	- Fournisseurs et comptes rattachés	16 318	36 445
	- Fiscales et sociales	33 717	35 642
	- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		8 931	7 675
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		84 000	
TOTAL IV		**142 984**	**79 762**
Ecart de conversion passif	**V**		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		**1 816 999**	**1 741 179**
(1) Dont à moins d'un an			
(1) Dont à plus d'un an			
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			
Engagements donnés :	- Avals, cautions et garanties données		
	- Effets circulants sous l'endos de l'organisme		
	- Redevances crédit-bail mobilier restant à courir		
	- Redevances crédit-bail immobilier restant à courir		
	- Autres engagements donnés		

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		Au 31/12/2019			Au 31/12/2018
		France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation					
Vente de marchandises					
Production vendue :	- Biens				
	- Services	103 767		103 767	266 356
Chiffre d'affaires Net		**103 767**		**103 767**	**266 356**
Production :	- Stockée				
	- Immobilisée				
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				36 158	30 664
Cotisations				644 816	653 503
Autres produits (hors cotisations)					26
TOTAL I				**784 742**	**950 548**
Charges d'exploitation					
Achats de marchandises					
Variation de stock de marchandises					
Achats de matières premières et autres approvisionnements					
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements					
Autres achats et charges externes				427 298	556 105
Impôts, taxes et versements assimilés				8 394	7 452
Salaires et traitements				151 087	147 873
Charges sociales				95 645	92 711
Dotations aux :	- Amortissements sur immobilisations			93 042	93 039
	- Dépréciations des immobilisations				
	- Dépréciations de l'actif circulant				
	- Provisions				
Autres charges					2
TOTAL II				**775 466**	**897 182**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				**9 276**	**53 367**
Excédent ou déficit transféré	**III**				
Déficit ou excédent transféré	**IV**				
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (III - IV)					
Produits financiers					
Produits financiers de participation					
Produits autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				2 321	2 595
TOTAL V				**2 321**	**2 595**
Charges financières					
Dotations financières aux amortissements et dépréciations					
Intérêts et charges assimilées					
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements					
TOTAL VI					
RESULTAT FINANCIER (V - VI)				**2 321**	**2 595**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)				**11 597**	**55 962**

Compte de résultat (Suite)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 000	4 602
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL VII	**1 000**	**4 602**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		132
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VIII		**132**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	**1 000**	**4 470**
Impôts sur les bénéfices **IX**		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs **X**		
Engagements à réaliser sur ressources affectées **XI**		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII + X)	**788 063**	**957 745**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + XI)	**775 466**	**897 314**
EXCEDENT OU DEFICIT (Total des produits - Total des charges)	**12 597**	**60 431**

Evaluation des contributions volontaires en nature

PRODUITS	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

CHARGES	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est de 1 816 999 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 12 597 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers et comptes annuels ont été établis conformément aux modalités du règlement CRC 99-01 relatif aux associations et au règlement CRC 2009-10 relatif aux organisations syndicales professionnelles.

Faits caractéristiques
Il n'y a pas de faits caractéristiques pour cet exercice.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture
L'activité de début 2020 est impactée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, cet impact est impossible à circonscrire en l'absence de visibilité à moyen/long terme, toutefois nous estimons que la continuité d'exploitation n'est à ce stade pas remise en question.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie ou de la durée d'usage prévue.

Règles et méthodes comptables suite

Immobilisations corporelles
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie ou de la durée d'usage prévue:

- Installations et aménagement: 10 ans
- Matériel informatique: 3 ans
- Mobilier: 8 à 10 ans

Immeuble
Suite à la cession d'une partie des locaux en 2012, les valeurs brutes des différents éléments de l'immeuble sont les suivantes:

- le terrain a été évalué à hauteur de 15% du coût d'acquisition de l'immeuble, soit 146 254€
- la valeur brute des composants de la construction et leur durée d'amortissement, sur la durée prévue d'utilisation, sont les suivantes:
    - Bâtiment: 497 762€ sur 40 ans
    - Façade: 165 754€ sur 15 ans
    - Chauffage: 124 316€ sur 10 ans
    - Ascenseur: 41 439€ sur 10 ans

Participations, Autres titres immobilisés, Valeurs Mobilières de Placement
La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières s'élèvent à 32 000€; il s'agit de la valeur brute des titres de participation de FEBP Services SARL.

Créances
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Cotisations et Ressources

Cotisations
Les cotisations constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion à la FEB. Le fait générateur de la reconnaissance du produit correspond donc à l'appel des cotisations.

Règles et méthodes comptables suite

Ressources

En référence au Règlement CRC n° 2009-40, le montant des ressources 2019 de la FEB est détaillé ci-dessous:
- Cotisations appelées : 644 816€
- Reversement de cotisations: néant
- Subventions reçues: néant
- Autres produits d'exploitation: 140 926€
- Produits financiers reçus: 2 321€
- Total des ressources: 788 063€

Sont pris en compte pour le calcul des ressources, le montant des subventions, des produits de toute nature liés à l'activité courante, des produits financiers ainsi que des cotisations. Sont toutefois déduites de ce dernier montant les cotisations éventuellement reversées, en vertu de conventions ou des statuts, à des syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs, à leurs unions ou à des associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article L. 2135-1 du code du travail.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes annuels de l'exercice 2019 s'élève à 3 660€.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la FEB en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés n'ont pas été calcu clôture. Ils ne font l'objet d'aucune constatation par voie comptable et ne sont pas couverts par une éven assurance spécifique.

Règles et méthodes comptables suite

Entreprises liées, périmètre de consolidation et méthode retenue

- Entreprise liée: FEBP Services SARL
- Les deux structures ont un dirigeant commun
- Capital de 32 000€ détenu à 100% par la FEB
- Valeur comptable brute: 32 000€
- Valeur comptable nette: 32 000€
- Réserves et report à nouveau (hors résultat de l'exercice): 398 274€
- Chiffre d'affaires HT: 496 490€
- Résultat net à la clôture: (212 629€)
- Valeur comptable nette: 32 000€
- Dividendes encaissés : néant

Les opérations entre les deux structures ont généré sur l'exercice clos:
- Créances à la clôture: 76 848€
- Dettes à la clôture: néant
- Charges de l'exercice: néant
- Produits de l'exercice: 76 848€

La FEB a opté pour la méthode "B" par "agrafage" de ses comptes avec ceux de FEBP Services SARL. Les comptes de FEBP Services SARL sont dès lors annexés aux comptes individuels de la FEB ainsi que le rapport du commissaire aux comptes certifiant lesdits comptes.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé		Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
FONDS PROPRE						
Fonds associatifs sans droit de reprise :	- Patrimoine intégré					
	- Fonds statutaires					
	- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
	- Apports sans droit de reprise					
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Ecarts de réévaluation						
Réserves :	- Indisponibles					
	- Statutaires ou contractuelles	1 600 986				1 600 986
	- Réglementées					
	- Autres			60 431		60 431
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		**60 431**	**-60 431**	**12 597**		**12 597**
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS						
Fonds propres :	- Apports					
	- Legs et donations					
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
Ecarts de réévaluation						
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables						
Provisions réglementées						
Droit des propriétaires						
	TOTAL	**1 661 418**	**-60 431**	**73 029**		**1 674 015**

Etat des immobilisations

CADRE A		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		22 560		
	TOTAL	**22 560**		
Immobilisations corporelles				
Terrains		146 254		
Constructions :	- Sur sol propre	863 473		
	- Sur sol d'autrui			
Installations :	- Générales, agencements et aménagements constructions	337 112		
	- Techniques, matériel et outillage			
	- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :	- De transport			
	- De bureau et informatique, mobilier	94 467		
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	TOTAL	**1 441 306**		
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :	- Participations			
	- Titres immobilisés	32 000		
Prêts et autres immobilisations financières				
	TOTAL	**32 000**		
	TOTAL GENERAL	**1 495 866**		

CADRE B		Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Révaluation légale ou éval. par mise en équival.
		Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles				22 560	
	TOTAL			**22 560**	
Terrains				146 254	
Constructions :	- Sur sol propre			863 473	
	- Sur sol d'autrui				
Installations :	- Gales, agencts et aménagt. const.			337 112	
	- Techniques, matériel et outillage				
	- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel :	- De transport				
	- De bureau et informatique, mobilier			94 467	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	TOTAL			**1 441 306**	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres :	- Participations				
	- Titres immobilisés			32 000	
Prêts et autres immobilisations financières					
	TOTAL			**32 000**	
	TOTAL GENERAL			**1 495 866**	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 040	4 512		19 552
TOTAL	**15 040**	**4 512**		**19 552**
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	302 831	43 527		346 358
Constructions : - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	216 224	33 711		249 935
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	79 430	11 291		90 721
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	**598 484**	**88 530**		**687 014**
TOTAL GENERAL	**613 524**	**93 042**		**706 566**

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorporelles							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
Constructions : - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		**TOTAL GENERAL NON VENTILE**			**TOTAL GENERAL NON VENTILE**		

CADRE C

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

le commissaire aux comptes

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	2 400	2 400	
Autres créances clients	72 680	72 680	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 350	1 350	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	87 162	87 162	
Charges constatées d'avance	62 843	62 843	
TOTAL	**226 435**	**226 435**	

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques	

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) : - A 1 an max. à l'origine	18	18		
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 318	16 318		
Personnel et comptes rattachés	10 923	10 923		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 519	19 519		
Impôts sur les bénéfices	1 275	1 275		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 000	2 000		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	8 931	8 931		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	84 000	84 000		
TOTAL GENERAL	**142 984**	**142 984**		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le 31/12/2019	Exercice clos le 31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	80 572.61	83 842.14
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	**80 572.61**	**83 842.14**

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le 31/12/2019	Exercice clos le 31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	**80 572.61**	**83 842.14**
409800 Avoirs à recevoir		5 127.74
468700 Produits à recevoir	3 724.11	11 001.00
468710 FEBPS Refacturation quote part locaux	76 848.50	67 713.40
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	**80 572.61**	**83 842.14**

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le 31/12/2019	Exercice clos le 31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17.65	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 318.46	36 258.08
Dettes fiscales et sociales	19 258.44	18 639.51
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 908.00	7 675.00
TOTAL	40 502.55	62 572.59

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le 31/12/2019	Exercice clos le 31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17.65	
518600 Intérêts courus à payer	17.65	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 318.46	36 258.08
408100 FACTURES NON PARVENUES	16 318.46	36 258.08
Dettes fiscales et sociales	19 258.44	18 639.51
428200 Dettes provisionnées pour congés à payer	10 922.97	10 356.53
438200 Charges sur CP	7 525.56	7 332.52
448600 Provisions taxes	809.91	950.46
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 908.00	7 675.00
419800 Clients avoirs à établir	4 908.00	7 675.00
TOTAL	40 502.55	62 572.59